

*Questions orales*

**M. Mazankowski:** Certainement. J'invite le député à lire ma réponse lorsqu'il aura un moment.

Encore une fois, nous parlons d'un exposé qui a été fait devant un comité permanent chargé d'étudier les propositions de réforme fiscale. Nous demandera-t-on de répondre à chaque exposé individuel? L'opinion en question a été exprimée par la représentante d'une certaine institution.

Quant à la position du gouvernement, elle est très claire. Les propositions de réforme fiscale ne renferment aucune disposition prévoyant l'imposition d'une taxe sur les aliments. Déjà, nous avons reçu plus de 300 mémoires. Le processus de consultation est en cours. J'aurais cru que tous les députés veulent qu'il soit mené à bonne fin.

## LA TAXE SUR LES ALIMENTS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je vais poser ma question supplémentaire au vice-premier ministre. Quatre-vingt-treize pour cent des Canadiens ont indiqué qu'ils étaient contre une taxe sur les aliments. Même le caucus québécois du parti conservateur fédéral a exprimé son opposition à une taxe sur les aliments. Quant aux groupes qui défendent les intérêts des démunis, ils sont, bien entendu, opposés à une telle taxe.

Ne favoriserait-on pas une discussion rationnelle et impartiale au sein du comité si le gouvernement faisait connaître clairement sa position sur ce sujet une fois pour toutes, en disant qu'il n'acceptera pas de recommandation préconisant l'imposition d'une taxe sur les aliments? Répondez à cette question.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, le très honorable premier ministre a répondu à cette question la semaine dernière. J'y ai répondu aujourd'hui et d'autres ministres aussi y ont répondu. Je ne peux que supposer que le NPD souhaite que le gouvernement impose une taxe sur les aliments.

**Des voix:** Quelle honte!

**M. Mazankowski:** Malgré le fait qu'ils répètent leur question, j'en suis arrivé à la conclusion que les néo-démocrates désirent sans doute voir une taxe sur les aliments afin d'en faire tout un plat.

● (1430)

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je ne peux que conclure que le vice-premier ministre ne comprend pas l'anglais le plus élémentaire. Va-t-il admettre maintenant qu'en refusant de dire qu'il n'est pas question que son gouvernement impose une taxe sur les aliments, cela revient à dire qu'il envisage d'en imposer une? Si le gouvernement veut clarifier les choses, pourquoi ne parle-t-il pas franchement pour une fois, et ne dit-il pas qu'il n'acceptera jamais une taxe sur les aliments? Un peu de franchise!

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, le NPD réclame que nous soyons francs. En toute franchise, ils veulent noyer le poisson. Il n'y a aucune mention

d'une taxe sur les aliments dans le Livre blanc sur la réforme fiscale.

**M. Riis:** Vous allez tout taxer.

**M. Mazankowski:** Les seules preuves d'une taxe sur les aliments sont celles qui ont été présentées par le chef du Nouveau parti démocratique et par certains membres du parti libéral, et cela a été réglé.

\* \* \*

## LES PÊCHES

## LES PRISES CÔTIÈRES—LA CRÉATION D'UN GROUPE D'ÉTUDE

**L'hon. William Rompkey (Grand Falls—White Bay—Labrador):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans, qui qu'il soit aujourd'hui. Hier, le ministre des Transports, avec ses fanfaronnades habituelles, a déclaré que la pêche côtière se portait bien à Terre-Neuve puis que les grandes sociétés faisaient des profits. Toutefois, quand on se renseigne auprès du ministère des Pêches et des Océans, on constate une baisse soutenue des prises côtières depuis quatre ans.

Si la pêche côtière ne se trouve pas dans une situation critique, pourquoi le ministre a-t-il créé un groupe d'étude spécial sur la pêche côtière? La pêche côtière se trouve-t-elle ou non dans une situation critique? Que fait-il à ce sujet?

**L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, je suis heureux que le député reconnaisse le ministre des Pêches aujourd'hui. Je lui sais gré d'avoir posé cette question.

Il a utilisé les mots «situation critique.» De fait, nous nous inquiétons de la baisse des prises côtières, comme je l'ai dit très clairement au cours de ma visite à Terre-Neuve au début de juillet.

J'ai créé un comité composé d'éminents scientifiques internationaux qui passeront deux ou trois semaines à Terre-Neuve en septembre et nous présenteront un rapport qui décidera si nos données scientifiques et notre méthode de gestion actuelle à l'égard de la pêche côtière sont suffisantes pour nous permettre de modifier nos projets de pêche de l'an prochain, dès le 15 novembre quand je recevrai ce rapport.

**M. Rompkey:** Monsieur Président, nous n'avons besoin ni de personnalités éminentes ni de bases de données, mais de poisson.

**Des voix:** Bravo!

## LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE—LES STOCKS DE MORUE CANADIENNE

**L'hon. William Rompkey (Grand Falls—White Bay—Labrador):** Monsieur le Président, le ministre en créant un groupe d'étude spécial composé de personnalités éminentes reconnaît alors que la pêche côtière se trouve dans une situation critique tout en permettant que la morue fasse l'objet de négociations avec la France. Pourquoi en ce moment critique cède-t-il la morue canadienne à la France? Pourquoi ne défend-il pas l'intérêt du Canada? C'est ce que je veux savoir.